



Cérémonie commémorative en hommage à Jean de NEYMAN

Heinlex, Saint-Nazaire 31 août 2019
Allocution de Yvon RENÉVOT¹

Collectif Jean de Neyman

contact@collectif-jeandeneyman.fr

<https://collectif-jeandeneyman.fr>

(Seul le prononcé fait foi)

**Mesdames, Messieurs les représentants du comité départemental du souvenir des fusillés de Nantes et de Châteaubriant et de la Résistance en Loire-Inférieure,
Mesdames et Messieurs les élus,
Chers amis, chers camarades,**

Merci à chacune et chacun d'entre vous d'honorer par votre présence, ce rendez-vous d'hommage à Jean de Neyman, fusillé ici même il y a 75 ans.

Cette commémoration permet de rappeler l'engagement dans l'histoire locale de celui à qui on a donné son nom à un Boulevard à Saint-Nazaire, à un gymnase à Trignac, à une avenue à La Baule mais aussi de mettre en évidence le lien entre les combats de Jean de Neyman et ceux d'aujourd'hui. Les enjeux d'aujourd'hui de la liberté, de la paix et du désarmement, des remises en cause des avancées démocratiques, sociales inscrites dans le programme du Conseil National de la Résistance et mises en œuvre à la libération ont à voir avec cette période de l'histoire.

Nous sommes pleinement conscients que le monde a profondément changé en 75 ans. Nulle nostalgie d'une époque révolue mais bien conscients que les tenants du système capitaliste et leurs relais politiques qui ont travaillé, sans relâche depuis 75 ans, à la remise en cause des conquises sociales et démocratiques, dégradent profondément la planète et les conditions de vie.

Nombreux sont celles et de ceux qui, comme Jean de Neyman, ont résisté et sont tombés pour que la France soit libérée. Parmi celles et ceux qui donnèrent leur vie pour la liberté, il y eut beaucoup de réfugiés, beaucoup de femmes et d'hommes venus d'ailleurs. Comment, devant le sacrifice des 23 du groupe Manouchian, ces « étrangers mais nos frères pourtant », comme l'écrivait Aragon, ne pas être révolté du sort réservé aux réfugiés politiques, sociaux, climatiques de ce début du 21^e siècle. Comment ne pas être révolté de la lâcheté des États de l'Union Européenne qui refusent l'accès à leurs ports aux bateaux qui ont porté secours à ces hommes, femmes, enfants qui ont décidé de tout quitter pour échapper à la mort. Nous ne redirons jamais assez que nous ne vivons pas une crise des réfugiés mais une crise de l'accueil.

A travers cette commémoration, nous nous souvenons de l'engagement de ces milliers de femmes et d'hommes qui, dès 1933, alors qu'Hitler s'emparait du pouvoir en Allemagne, se sont levés et ont dit non. Jean était de ceux qui face au fascisme et au nazisme n'ont jamais détourné les yeux. Étudiant, à la faculté de Strasbourg, il adhère au Parti Communiste Français en 1934.

Il est nommé professeur à St Étienne en 1937. En 1940, il est chassé de l'enseignement public en raison d'une loi de Vichy interdisant la fonction publique aux Français d'origine étrangère.

Il s'exile alors à La Baule où il devient professeur. Il entre sans hésiter dans la Résistance active et devient un des animateurs de la région. Début août 1944, Jean essaie de secourir deux marins allemands déserteurs en discutant avec les soldats nazis mais il est arrêté à son tour. Lors de son

¹ Yvon Renévo, Secrétaire de la section de Saint-Nazaire du Parti communiste Français.

procès, Jean de Neyman prend tout à sa charge et réussit à persuader les juges qu'il est seul coupable. Condamné à mort, il est fusillé le 2 septembre. Un décret du 26 Avril 1956 attribue à Jean de Neyman, à titre posthume, la médaille de la Résistance.

On voit bien que ce dont on discutait, ce pourquoi on luttait, ce pourquoi on espérait en 1944 n'est pas sans écho avec ce que nous vivons aujourd'hui.

L'offensive des idées, des organisations d'extrême droite qui s'affichent pour certaines ouvertement néonazis fait entrer le monde dans une période de tension extrême sous la menace d'une véritable régression de civilisation. De Trump aux États-Unis à Bolsonaro au Brésil, en passant par l'Espagne, l'Italie, la Hongrie, une lame de fond xénophobe, ultraréactionnaire porte au pouvoir des représentants des extrêmes droites. Avec des visages multiples, des alliances entre droite extrême et extrême droite, partout en Europe, ces forces se réclament du peuple et le trompent en mettant en œuvre des politiques ultralibérales.

Les conséquences de ces politiques que sont le chômage de masse, le développement de la précarité, l'exclusion, la disparition des services publics génèrent les frustrations, les colères.

Les forces nationalistes attisent les rancœurs, enveniment les querelles historiques, géographiques, culturelles. La guerre aujourd'hui menace sur chacun des continents.

Ce début du 21^e siècle affiche de tristes records : record de ventes d'armes (1 800 milliards en 2018 dans le monde) de dollars, record de conflits, de murs bâtis entre les peuples, de nationalistes au pouvoir.

Jamais la paix dans le monde n'a été autant fragilisée. Les relations internationales n'ont jamais été à ce point soumises à de rapports de dominations, de bras-de-fer, de coups de menton, de guerres économiques, mortifères pour les peuples mais jamais pour les plus riches. Garantir un monde de paix et de co-développement, c'est lutter contre la course à l'armement, c'est sortir de l'arme nucléaire ! Les deux principales puissances nucléaires, les U.S.A. et la Russie ont décidé de se désengager, des traités encadrant la production d'armes nucléaires. La semaine, Trump a décidé de reprendre les essais nucléaires et un premier test de missile de moyenne portée a eu lieu, au large de la Californie. C'est une première depuis la guerre froide !

Il y a deux ans, 122 États ont courageusement adopté aux Nations-Unies le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Le chemin est encore long mais la volonté progresse pour que l'humanité renonce à ces engins d'apocalypse.

Le 21 septembre, journée internationale pour la Paix, sera l'occasion d'exprimer nos craintes et nos espoirs.

Un autre enjeu de la rentrée est celui du projet de casse du système solidaire des retraites. Cette grande conquête sociale qu'est la Sécurité Sociale est la prochaine cible d'Emmanuel Macron.

Une arnaque ou un marché de dupe est tendue au monde du travail. Si on décrypte les éléments de langage du Président Macron il nous dit qu'il est prêt à discuter de l'âge de départ en retraite si on accepte de travailler plus longtemps. L'objectif est de diminuer le montant des pensions avec l'augmentation des décotes, la valeur du point comme variable d'ajustement. On s'éloigne un peu plus « d'assurer une retraite permettant aux travailleurs de finir dignement leurs jours » comme l'inscrivait le programme du C.N.R.².

Face à ce projet fondé sur la volonté de transférer progressivement nos retraites vers des fonds de pension, nous voulons, dès le premier rendez-vous syndical du 24 septembre, contribuer au rassemblement le plus large.

2 CNR : Conseil National de la Résistance

Nous défendons une véritable réforme progressiste de la retraite, avec de nouveaux droits pour les salariés, un retour de l'âge légal à 60 ans, une augmentation des pensions dont le montant sera garanti. Il faut promouvoir une Sécurité sociale du XXI^e siècle, prolongeant l'œuvre d'Ambroise Croizat afin de sécuriser chacun des moments de la vie de nos concitoyennes et concitoyens.

C'est aux conquêtes sociales essentielles du Conseil National de la Résistance que le président de la République a décidé de s'attaquer et de poursuivre le travail de casse engagé par Chirac, Sarkozy, Hollande : privatisation de secteurs stratégiques comme les barrages hydroélectriques, les Aéroports de Paris. 248 parlementaires, issus de tous les groupes parlementaires sauf LaREM³, ont signé une proposition de loi référendaire qui comporte un seul article : celui-ci stipule qu'A.D.P.⁴ est un service public national. Et donc, selon la Constitution, non cessible au privé. Ouverte depuis le 13 juin, la collecte va durer neuf mois, soit jusqu'au 13 mars 2020, avec l'objectif de recueillir les signatures de 10 % du corps électoral, soit, selon l'Insee, un peu plus de 4,7 millions de personnes. Le C.N.R. – pour « Comité national du référendum » a été constitué et regroupe des citoyens, syndicalistes, politiques de tous bords, unis contre un scandale : la privatisation d'Aéroports de Paris (A.D.P.). Je vous appelle si vous ne l'avez pas encore fait à apporter votre soutien à cette demande de référendum d'initiative partagée. L'enjeu est écologique, économique et démocratique. Oui le débat sur les ouvertures de capital, les privatisations, l'augmentation des tarifs pour rémunérer les actionnaires est nécessaire et c'est ce que permettrait ce référendum.

Le trait d'union entre Jean, ses compagnons, et nous qui continuons aujourd'hui leur combat c'est la conviction qu'il y a urgence à sortir du capitalisme.

Il y a urgence à bâtir un nouveau modèle de développement, à promouvoir un nouveau projet de société garantissant à toutes et à tous, de vivre dignement, de respirer un air pur, dans un monde de progrès et de paix. Hier comme aujourd'hui, ce projet n'est pas utopique mais est plus que jamais une alternative crédible au capitalisme.

Pour Jean comme pour nous aujourd'hui n'y a pas d'autres valeurs que l'être humain : l'Humain d'abord, l'Humain toujours !

Yvon Renévo

Secrétaire de la section de Saint-Nazaire du Parti communiste Français

3 LaREM : La République En Marche

4 ADP : Aéroports De Paris